

Convictions

Bulletin de l'Association

Michel**ROCARD**.org



N° 85 - MARS 2026

Éditorial

Jospin-Rocard : des parcours parallèles qui se sont rencontrés

D'abord, ils avaient en commun une éthique, structurée par leur éducation protestante, articulée dans la pratique du scoutisme chez les éclaireurs unionistes (Michel Rocard y fut le chef de patrouille de Lionel Jospin), une éthique de la vérité et de la responsabilité : dire ce que l'on fait, faire ce que l'on dit.

Ensuite, l'un comme l'autre s'étaient construits politiquement dans le combat anticolonialiste, contre la guerre d'Algérie, par le syndicalisme étudiant à l'UNEF puis par l'adhésion à l'Union de la gauche socialiste (UGS) pour Lionel Jospin, au Parti socialiste autonome (PSA) pour Michel Rocard, deux formations qui allaient fusionner dans le PSU en 1960. Mais, contrairement à Michel Rocard, Lionel Jospin n'y fit qu'un bref passage.

De cette entrée en politique, tous les deux conservent une attention soutenue à la dimension internationale des enjeux politiques et sociétaux – internationalistes au moins autant qu'européens – ainsi qu'un engagement militant que les responsabilités gouvernementales n'ont jamais entamé.

Durant les décennies 60 et 70, ils suivent deux chemins parallèles. Lionel Jospin rejoint le Parti socialiste après le congrès d'Épinay, épousant pleinement la stratégie d'union de la gauche qu'incarnait François Mitterrand – ce qui représentait d'une certaine manière la traduction politique de « l'unité de la classe » chère à Pierre Lambert qu'il a côtoyé un temps certain. Michel Rocard, de son côté, convaincu que la gauche avait besoin non seulement d'union mais d'abord de renouvellement, s'évertuait à donner corps à un projet de société qui sera marqué par l'aspiration autogestionnaire.



En marge d'une réunion du bureau exécutif du PS en 1975, André Laignel, Pierre Joxe, Michel Rocard et Lionel Jospin (C) Pascal Lebrun

Pragmatique, Jospin considère les Assises du socialisme comme « le parachèvement du rassemblement des socialistes » commencé à Épinay et, s'il est resté fermement aux côtés de François Mitterrand, il n'a jamais eu, à la différence d'autres cheu-légères du mitterrandisme, de mots blessants ou de critiques outrancières à l'égard de Michel Rocard et de la « deuxième gauche ».

La conquête du pouvoir est une chose, son exercice en est une autre. Devenu Premier secrétaire du PS et associé de près à l'action gouvernementale, il est particulièrement ébranlé par le « tournant » de 1983, qu'il qualifiera de « parenthèse », ouverte sans que l'on n'ait jamais su quand elle avait été refermée... Dans son livre *L'invention du possible* (1991), il est d'ailleurs le premier, parmi les proches de François Mitterrand, à reconnaître – témoignage de son honnêteté intellectuelle – qu'« à considérer la politique économique et sociale que nous avons suivie à partir de 1983, [...] il faut admettre que Michel Rocard a eu raison, avant nous, sur plusieurs points économiques essentiels. Pour mieux dire, nous lui avons donné raison, après coup, sur ces mêmes points. »

Il ajoute cependant : « Je suis intimement convaincu qu'avec l'approche économique, politique et stratégique qui était celle de Michel Rocard et de ses amis en 1979-1980, nous n'aurions pas gagné en 1981, car nous n'aurions pas pu rassembler la gauche. En 1981, le politique a pris le pas sur l'économique. On sait que l'économie s'est vengée depuis. »



Les parallèles commençaient donc à se rejoindre. Elles se sont rapprochées davantage encore quand Lionel Jospin est devenu le n° 2 du gouvernement Rocard en 1988, ministre d'État chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports. « *Militant devenu gouvernant* », selon une expression qu'il utilisera par la suite, Jospin avait au plus haut point le sens de l'État et le respect des procédures institutionnelle : il n'a jamais fait partie des ministres qui cherchaient à en appeler au chef de l'État contre les arbitrages

du Premier ministre.

Ce rapprochement n'était pas pour autant un alignement. Dans la préparation de la loi d'orientation sur l'école, Michel Rocard aurait préféré que la revalorisation de la rémunération des enseignants soit conditionnée à un engagement sur l'effectivité de la rénovation des structures et des méthodes pédagogiques, et trouvait que son ministre n'était pas assez à l'écoute de la majorité socialiste de la Fédération de l'Éducation nationale et trop du SNES dirigé par les communistes. Mais ces différences d'approche et les frictions qu'elles pouvaient susciter furent surmontées par l'intelligence du compromis politique.

La croisée des chemins aurait pu se trouver à Rennes, lors du congrès de 1990. Le déchirement du camp mitterrandiste entre fabiusiens et jospinistes mettait Michel Rocard, à la fois chef du gouvernement et leader d'un courant qui pesait alors 25 % du Parti socialiste, en situation de peser dans un sens ou dans l'autre. Si une partie des entourages des deux hommes échafaudait une tentative d'accord, Jospin comme Rocard savent que c'est « l'alliance interdite ». Le Rubicon ne sera donc pas franchi. Lionel Jospin éprouvera pourtant l'ire et la malignité élyséennes le 12 novembre 1990 lorsque François Mitterrand, recevant une délégation de lycéens aiguillonnée par Julien Dray et la Gauche socialiste, les encouragea à revendiquer davantage de crédits pour les lycées auprès du ministre de l'Éducation nationale qui se trouvait, à ce moment précis, assurer l'intérim de Rocard en déplacement à l'étranger...

Les parallèles restent à distance, en 1993, quand il s'agit de tirer les leçons de la déroute du Parti socialiste aux élections législatives qui voient Jospin comme Rocard perdre leur mandat de député. Si le courant jospiniste est pleinement investi dans la coalition qui porte Michel Rocard à la tête du Parti pour entreprendre sa reconstruction, Lionel Jospin, lui, se met en retrait et cherche à reprendre une carrière diplomatique. La distance demeure en juin 1994 quand, après son insuccès aux élections européennes, Michel Rocard remet en jeu son mandat du Premier secrétaire du PS : il ne choisit pas entre Dominique Strauss-Kahn, pourtant l'un de ses proches, et Henri Emmanuelli. Mais en décembre 1994, lorsque Jacques Delors annonce qu'il ne sera pas candidat à l'élection présidentielle, Jospin rencontre Rocard et lui dit que s'il souhaite être candidat, il ne le sera pas contre lui mais que s'il ne l'est pas, lui, Jospin, ira. Dans l'élégance, les parallèles s'étaient retrouvées.

Michel Rocard, ne s'estimant pas « en situation », laisse le champ libre à Lionel Jospin et participe à sa campagne. En 1997, après la dissolution hasardeuse qui ouvre à Jospin la porte de Matignon, Rocard tente une démarche singulière pour être son ministre des affaires étrangères, mais là, c'est Jospin qui ne l'estime pas en situation. L'année suivante, en revanche, les parallèles sont à l'alignement parfait quand Lionel Jospin signe en 1998 l'Accord de Nouméa sur la Nouvelle-Calédonie, qui prolongeait et amplifiait les accords de Matignon de 1988. Michel Rocard, que Jospin avait invité à Nouméa pour la signature de l'accord et l'inauguration du Centre culturel Tjibaou, souligna avec émotion et gravité cette filiation, qui représentait une forme d'aboutissement de leur engagement de jeunes étudiants décolonisateurs. Par la suite, ils prirent à plusieurs reprises des initiatives communes sur le dossier calédonien.

Cette forte convergence n'occulte pas pour autant des désaccords sérieux, notamment sur la méthode de mise en œuvre des 35 heures : sur le rôle respectif de l'État et des partenaires sociaux, de la loi et du contrat, la différence entre première et deuxième gauche est patente.

Après 2002, Lionel Jospin s'est retiré de la vie politique. Michel Rocard s'est, lui, retiré à Bruxelles et à Strasbourg. Les parallèles revinrent donc au destin que leur assigne la géométrie. Et pourtant, leur inclination à se rejoindre n'était jamais bien loin ; il suffit de relire ce que Jospin disait, au décès de Michel Rocard en juillet 2016, pour imaginer ce que Rocard aurait pu dire à l'annonce de la disparition de Lionel Jospin : *« Quand on a agi, quand on a eu des succès, quand on est honoré même au moment ultime, on n'est pas passé à côté de son destin. [...] Mais le jeune étudiant décolonisateur, le jeune haut fonctionnaire réformateur, s'est quand même épanoui dans sa vie, et donc il reste un modèle pour beaucoup. [...] On voyait que, fondamentalement, tout en choisissant des causes qui en valaient la peine, il restait un militant. Un militant des idées, un militant de la conviction et de la démocratie. Il a fourni des idées, il était lui-même un héritier. Il a sans doute été marqué par Mendès France, par exemple. Fournir des idées, ce n'est pas faire qu'elles soient nécessairement partagées par tous, mais dans ces moments d'interrogation et de trouble, la vie des idées, le goût du débat, le respect des citoyens, ce sont sans doute des messages que Michel Rocard laisse en héritage. »* Si l'héritage que laisse Lionel Jospin est différent, n'offre-t-il pas de fortes similitudes ?

 [Retrouvez ici le discours de Michel Rocard en soutien à Lionel Jospin, lors d'un meeting à Rennes en 1995](#)

 [Retrouvez ici l'intervention de Lionel Jospin lors du colloque sur les 50 ans des "Assises du socialisme"](#)

Disparition

Décédée le 4 mars dernier, Mme Hélène Dorlhac de Borne a été une des ministres "d'ouverture" du deuxième gouvernement de Michel Rocard en 1988. Médecin du travail, membre des Républicains indépendants, elle fût secrétaire d'Etat à la condition pénitentiaire dans le gouvernement de Jacques Chirac (1974-1976), où elle s'efforça de promouvoir une politique de réinsertion des détenus. Après avoir appelé à voter pour François Mitterrand en mai 1988, elle est nommée en juin 1988 secrétaire d'Etat chargée de l'enfance et de la famille. Elle sera à l'origine de la loi du 10 juillet 1989 sur la prévention des mauvais traitements à l'égard des mineurs et des premières campagnes de prévention contre la pédophilie, et elle participera à l'élaboration de la Convention relative aux droits de l'enfant (1989). En 1990, elle est nommée secrétaire d'Etat aux Personnes âgées. Personnalité atypique, elle se définissait comme "à gauche de la droite bloquée, qui refuse de comprendre que la France ne peut pas s'offrir le luxe d'être coupée en deux".



7 mars à Croissy : hommage à Philippe Brocard

Pour marquer le 40ème anniversaire de son assassinat, un hommage a été rendu samedi 7 mars à Croissy, à Philippe Brocard, militant de la CFDT et du Parti socialiste, tué par une équipe de nervis du Front national alors qu'il collait des affiches pour la liste de Michel Rocard aux élections législatives de mars 1986.

Pierre Vanlerenberghe, ancien secrétaire général de l'Union confédérale des cadres CFDT, auprès de qui Philippe Brocard avait travaillé, a pris la parole au nom des organisateurs de cette manifestation d'hommage (l'association Croissy autrement, le conseil d'administration de l'APEC, l'UCC-CFDT, la municipalité de Croissy) en présence de sa famille.



[!\[\]\(05be7c7a8995decd503647c99211f7c2_img.jpg\) Le texte de l'allocution de P. Valerenberghe](#)

Décret du 8 août 1990 : quand Michel Rocard bloquait les marges des distributeurs de produits pétroliers

2 août 1990 : Saddam Hussein envahit le Koweït. Une coalition internationale de 35 pays ("Bouclier du désert") se forme pour contrer cette atteinte flagrante aux principes du droit international. Les

cours du pétrole s'envolent d'autant plus que la question pétrolière était, depuis plusieurs mois, au coeur du différend entre l'Irak et le Koweït, l'Irak accusant son voisin à la fois de surproduire par rapport aux quotas fixés par l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) et d'avoir profité de la baisse significative des capacités irakiennes de production résultant des huit ans de guerre avec l'Iran.

Sans attendre, dès le 8 août, le Premier ministre Michel Rocard signe un décret, d'application immédiate, destiné à encadrer les marges des distributeurs de produits pétroliers. Il ne s'agit pas de fixer administrativement les prix de l'essence ou du gasoil, mais de veiller à ce que la crise internationale ne produise pas d'effets d'aubaine : le prix de vente reflétera donc, certes, les variations des cours mondiaux du marché, mais les marges de distribution qui entrent dans le calcul du prix de vente au consommateur sont fixées par le décret, et modulées en fonction des difficultés géographiques d'approvisionnement.

Le dispositif a été prévu pour s'appliquer pendant six semaines, jusqu'au 15 septembre. Cette mesure, à la fois d'alerte et de précaution, a suffi pour stabiliser les prix et, dès 1991, ils revenaient à un niveau inférieur à celui de 1989.

Certes, la situation présente est très différente de celle d'il y a trente-cinq ans. Il n'en reste pas moins que la recherche de solutions pragmatiques, ciblées, temporaires, immédiatement efficaces est une inspiration qui pourrait valoir aussi pour aujourd'hui.

[!\[\]\(c3d993ca47bfe2a953c700506ce31fa0_img.jpg\) Un récapitulatif de l'INA sur ce blocage des marges des pétroliers](#)



Catherine Trautmann retrouve la mairie de Strasbourg



Nous sommes heureux de pouvoir adresser nos chaleureuses félicitations à Catherine Trautmann, membre du conseil d'administration de l'association MichelRocard.org, qui a gagné avec 37 % des voix, dans une triangulaire disputée, les élections municipales à Strasbourg, ville dont elle avait été maire de 1989 à 1997 puis de 2000 à 2001.

Conflans-Sainte-Honorine rebascule à gauche

Ces dernières municipales ont vu également la victoire à Conflans-Sainte-Honorine d'une liste d'union au second tour entre écologistes, socialistes et Ensemble contre le maire sortant Horizons Laurent Brosse.

Disparition du philosophe Jurgen Habermas, membre du

Collegium

Jurgen Habermas, sans doute l'un des plus grands philosophes du XXème siècle est décédé début mars.

Il laisse une oeuvre colossale, dans la lignée de l'Ecole de Francfort. Ses travaux sur l'Espace public – cet espace de débat rationnel né dans les salons du XVIIIème siècle et qui est indissociable de la démocratie délibérative –, puis sur le patriotisme constitutionnel – la construction d'un sentiment d'identité commune dans un cadre post-national comme l'Union européenne par l'attachement à des valeurs et à des principes plutôt qu'à une histoire ou des émotions collectives – ont fait date et continuent d'être largement discutés aujourd'hui.

Sans être sûr que Michel Rocard ait lu Habermas, son attachement au débat rationnel et son rejet de la démagogie étaient assez proches de la notion d'Espace public selon Habermas. Dans les dialogues entre Michel Rocard et Paul Ricoeur à Matignon, il est aussi question de la pensée de Habermas.

Michel Rocard et Habermas se sont en tout cas côtoyés au sein du Collegium International.



Une date, un moment

20 mars 1977 : Michel Rocard élu maire de Conflans-Sainte-Honorine

Conflans-Sainte-Honorine avait un statut particulier dans le parcours et la vie de Michel Rocard. En dépit du fait qu'il n'a jamais vraiment habité la commune (sauf pendant une courte période en 1977-1978), elle lui reste indissociablement liée. Encore aujourd'hui elle reste connue de toute la France et même à l'international comme la ville de Michel Rocard. Même l'assassinat horrible du professeur d'histoire-géographie Samuel Paty n'aura pas altéré ce lien unique.

Conflans était le "laboratoire" de Michel Rocard et des rocardiens, comme il aimait la qualifier.

Homme d'innovation politique, Michel Rocard s'est saisi de ce mandat pour mettre en oeuvre toutes les idées que nourrissaient les rocardiens depuis les années 1960 : démocratie locale, accroissement de la solidarité, renforcement de la place de la société civile à travers les associations. Il était très fier de pouvoir valoriser son travail local dans les grands médias nationaux et cela a sans doute participé de sa présidentialisation.

Il favorise aussi les services publics avec la création de vélos en libre service, bien avant les fameux



Michel Rocard dans les rues de Conflans en 1980

vélib' de Paris, et crée un busphone, permettant aux personnages âgées de pouvoir se déplacer sur demande, gratuitement. Face à la poussée démographique, le maire favorise l'implantation de deux écoles maternelles, d'un collège et d'un lycée professionnel. Elle se dote aussi de lieux culturels avec la création d'un café-théâtre sur une péniche et d'un festival de café-théâtre. Les jeunes ont désormais une maison qui leur dédiée et qui prendra plus tard son nom.

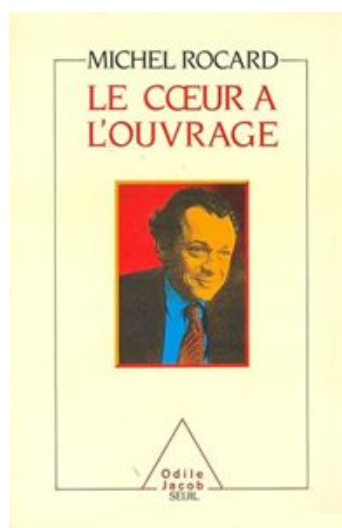
Devenu ministre, puis Premier ministre, Michel Rocard n'était plus forcément très présent dans sa ville, mais il a su déléguer intelligemment, auprès de Jean-Paul Huchon et de ses autres adjoints pour que la ville continue à être bien gérée. Depuis Matignon, il insufflera aussi une vaste restructuration de l'administration de la ville pour la rendre plus efficace. Sa position nouvelle profitera aussi à la commune qui se trouvera dotée, outre du train, du RER A (Conflans-fin-d'Oise). Comme Premier ministre, il défend aussi le développement des réseaux fluviaux, moins polluants que le transport routier. Il n'a pas oublié que Conflans-Sainte-Honorine est la capitale française de la batellerie.

Contrairement à beaucoup de maires qui ont du mal à quitter leur écharpe et préfèrent laisser le chaos derrière eux, Michel Rocard va favoriser sa succession en laissant les rênes de sa ville en 1994 à son premier adjoint et ancien directeur de cabinet Jean-Paul Huchon.

[Vidéo du colloque du 12 février 2020 : l'élus local](#)

[Le témoignage de Jean-Paul Huchon dans "les lieux de mémoire de Michel Rocard"](#)

[Le "parcours rocardien" d'Isabelle Massin, ancienne directrice de cabinet de Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine](#)



Michel Rocard parle de Conflans-Sainte-Honorine dans *Le Cœur à l'ouvrage* en 1987

" Conflans, pour moi, c'est avant tout une sorte de respiration : la proximité des gens, la plongée dans des problèmes immédiats, la mise en oeuvre d'une capacité de réalisation que la vie d'opposant ne m'avait pas permis de satisfaire. Imprimer une marque durable dans le paysage urbain, dans la manière d'être ou de vivre de ses concitoyens, était un besoin plus encore qu'une ambition.

Conflans-Sainte-Honorine est une ville moyenne, de 33 000 habitants, plutôt jolie, îlot vert dont le charme tient à la présence familière et apaisante de l'eau (elle tire son nom de sa situation au confluent de la Seine et de l'Oise). La ville a préservé son atmosphère un peu provinciale et, l'été, sous les arbres, quand la brume montée de la Seine trouble le paysage, elle évoque les toiles de Sisley ou de Monet.

En 1976, dans les conditions que j'ai déjà rappelées, j'y ai découvert avec un certain émerveillement, la capacité de mobilisation de militants locaux. Elle fut même à l'origine d'un drame douloureux et significatif, puisque le plus ancien d'entre eux, Gaston Rousset, se démena en comptant si peu sa fatigue qu'il mourut d'épuisement au lendemain de notre premier conseil municipal. Son ultime joie nous fut amère.

L'année 1977, après mon élection, fut celle des défis : Conflans, très vieux village, avait grandi sans savoir qu'il devenait une ville. Premières réunions, premières décisions, j'ai véritablement éprouvé là le sentiment d'instaurer des droits nouveaux et d'influer sur une réalité. Ce n'était pas sans

inquiétude. N'avions-nous pas trop promis, pourrions-nous tenir, serions-nous à la hauteur de l'espérance ? Et surtout, saurions-nous passer de la municipalité d'un gros village à la gestion moderne d'une ville moyenne ?

Dix ans après, je mesure le chemin parcouru, les changements accomplis. Avec un programme assez réaliste pour avoir été pleinement tenu, ce qui nous a valu une réélection au premier tour en 1983 quand tombaient beaucoup d'autres municipalités socialistes, nos rêves, peu à peu, ont dynamisé la ville et se sont concrétisés.

Conflans, pour moi, c'est aussi une équipe. Des amis fidèles, dévoués, qui n'ont pas ménagé ni leur temps ni leur peine, ne serait-ce que pour compenser les contraintes d'emploi du temps, d'un maire également mobilisé par d'autres tâches. Une collectivité de femmes et d'hommes qui ont su mettre en place une structure cohérente, soudée, mais qui respecte la personnalité de chacun. Un groupe qui n'est pas divisé par de basses ambitions et de fausses querelles. C'est dire la sécurité, la tranquillité d'esprit que cette équipe m'a apportées. Mais il faut dire aussi le dynamisme et le foisonnement des idées. Ainsi ai-je eu confirmation d'une intuition, d'une conviction intime : notre pays ne manque pas de gens capables de grandes choses pour peu qu'on les reconnaisse et qu'on leur fasse confiance. Est-il malséant d'ajouter que j'ai vu arriver parmi nous des femmes intimidées, incertaines de leurs capacités, réticentes devant la prise de parole, mais ensuite épanouies par l'exercice de responsabilités, mûries, parfois révélées à elles-mêmes ? Moins présomptueuses que bien des hommes, elles se sont montrées largement aussi efficaces et déterminées... sinon plus.



Michel Rocard et Jean-Paul Huchon fêtent leur victoire à Conflans-Sainte-Honorine



Michel Rocard et Claude Quenault, directeur de la MJC de Conflans-Sainte-Honorine

Ce n'est pas le lieu ici de dresser la liste exhaustive des réalisations rendues possibles par un véritable dialogue entre la municipalité et la population. Mais j'aimerais en citer quelques-uns, dont je suis particulièrement fier.

Lorsque nous avons lancé, en 1982, un programme d'économie d'énergie en liaison avec l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, le scepticisme était de mise. En fait, un Conflanais sur trois a engagé des travaux qui ont fait fondre les factures EDF, en même temps que tous les bâtiments communaux recevaient une alimentation en gaz gérée par l'informatique. La ville a vu sa facture de chauffage diminuée de

moitié. Il semble évident que la balance de paiement de la France tirerait grand profit de la multiplication d'expériences de ce genre... Nous avons également créé une des premières missions locales pour l'emploi qui accueille, oriente et contribue à former plus de 900 jeunes par an. Nous avons lancé, avec nos propres ressources, un service de soins à domicile pour les personnes âgées, dont le succès considérable atteste qu'il répondait à un réel besoin. Nous avons prouvé qu'un festival bien conçu pouvait attirer des milliers de spectateurs parisiens vers la banlieue. Nous avons encore, avant bien d'autres, démontré que les "mini-crèches" étaient souvent mieux adaptées que

les traditionnelles crèches collectives. Et quand d'autres ferments des maisons de jeunes et de la culture, nous avons installé la nôtre dans un château rénové par nos soins où elle rencontre, dans tous les domaines, un succès qui nous récompense de nos efforts (c'est sous son égide que plusieurs centaines de jeunes ont fait, en 1984, le fabuleux voyage en train de Conflans à Pékin). Dans le domaine de la culture, nous avons aussi permis un bel essor de la lecture publique : grâce à la construction d'une nouvelle bibliothèque entièrement informatisée et ouverte à tous en permanence, plus de 7500 personnes (l'ancienne bibliothèque comptait 150 inscrits) bénéficient aujourd'hui d'un accès simple et quasiment gratuit à la lecture. Sous le poids de la demande, une deuxième bibliothèque, cinq fois plus vaste, est en construction.

Sans doute tout cela exigeait-il également des dépenses. Je ne les oublie naturellement pas. Nous avons, en effet, relevé les impôts et accru l'endettement. Mais le potentiel fiscal est utilisé avec modération et l'endettement demeure moyen, surtout compte tenu de la faiblesse de l'équipement initial. Cela n'a été rendu possible que par une planification pluriannuelle, fermement indicative, et une utilisation systématique de toutes les marges de manoeuvre. Les Conflanais ne s'en plaignent guère : ils constatent dans leur vie quotidienne comment est employé l'argent des contribuables. Il leur suffit de parcourir leur ville, de recourir à ses services municipaux. Peu de collectivités, je crois, en fournissent autant à un coût aussi faible.

En fin de compte, si j'avais à qualifier d'un mot l'identité de Conflans et de sa gestion municipale, ce serait ouverture : dialogue constant avec tous, et particulièrement avec les opposants.

Mais cette ouverture s'adresse d'abord à ceux que notre société rejette dès qu'ils sortent des normes, jeunes sans travaux ou cas sociaux, immigrés, personnes âgées en difficulté, femmes battues ou enfants maltraités (auxquels est destinée une maison d'accueil qui leur offre un abri, un répit), handicapés, enfin, pour lesquels nous avons pu créer une maison, intégrée au sein d'un groupe d'immeubles, et où de grands handicapés physiques mènent une vie normale et participent à l'animation du quartier.

C'est vrai, on l'aura compris en lisant ces lignes, la gestion municipale de Conflans m'a beaucoup appris, beaucoup apporté. Son principal enseignement pour moi : les hommes se mobilisent d'autant plus qu'on leur fait véritablement confiance. Et je crois pouvoir dire que la qualité des résultats que nous avons obtenus, des expérimentations que nous avons entreprises, parfois non sans une certaine audace, est à la mesure de l'initiative offert à chacun des acteurs concernés. C'est une leçon qui compte. "

Parcours rocardien

"Ce en quoi je me reconnais", par Myriam CONSTANTIN

Mon parcours de rocardienne ? Aucune autre étiquette politique ne m'a jamais convenu, et ne me conviendra jamais. Cette appartenance rocardienne a moulé ma vie. Pas de « parcours », comme on le dirait d'un champ d'honneur (ou alors un chant, peut-être), mais une vie. Je suis rocardienne, je pense rocardienne, j'agis rocardienne. Encore et toujours. C'est tout. Comme militante, préoccupée avant tout du terrain, et du projet, observatrice, témoin, actrice à ses heures. C'est ce qui me définit le mieux, sans doute, et c'est ce en quoi je me reconnais.

Je dois à Michel Rocard, d'abord, mon engagement au PSU, à l'automne 1971, à Thonon les Bains en Haute-Savoie, après l'historique conflit des « Eaux d'Evian ». Il était venu soutenir les luttes solidaires des « ouvriers-paysans » du Chablais, en révolte face à une direction d'entreprise qui avait oublié le respect qu'elle devait à des hommes et des femmes pleinement entiers, citoyens et égaux. Michel expliquait, témoignait d'autogestion. Un nom était donné à ce qui devait porter une profonde révolution politique, citoyenne et sociale : penser et agir autrement, pour changer la vie. Nous en étions sûrs. Les « Eaux d'Evian » devenaient « lutte exemplaire », comme on disait alors, annonciatrice de temps nouveaux, comme le furent peu après celles de Lip, et bien d'autres. J'étais éblouie. Michel parlait tellement vrai, et clair, tout m'était résonnance, l'espoir était si grand d'une humanité meilleure, et on pouvait agir, en être... J'avais 20 ans, et malgré la fac et Sciences-Po Grenoble en cours, j'avais des années d'enfermement en pensionnat rustique à digérer, et surtout la grande blessure collective de la guerre d'Algérie des « petits » pieds-noirs, meurtris, déracinés, qui n'avaient rien vu venir. Le PSU, le rocardisme, Michel Rocard, ont donné sens à ma vie, certainement puissamment aidés par celui qui devenait mon compagnon et mon mari, Georges Constantin, rocardien parmi les rocardiens.



Militantisme rocardien, les années suivantes en furent pleines, à travers la France, de Fontenay-sous-Bois au Médoc, de Poissy, en Vaucluse, en Haute-Savoie et Paris. Elles furent rythmées de déménagements, d'expériences professionnelles multiples en urbanisme et développement local, de maternités heureuses, exigeantes et structurantes. Le temps rocardien, comme le nôtre personnel, a passé. Ce furent des décennies de vies en congrès, en séminaires, en campagnes, certaines très dures, en arpentages de marchés, en porte à porte, avec les rédactions, les distributions de tracts et billets de toutes sortes. Les Assises du socialisme en 74, forcer sa place au PS et ses courants, y porter sa voix autogestionnaire, sa lecture du terrain, sa confiance en la force de la société civile, et en la mobilisation autour de projets de vie et de territoires. Vivre en rocardienne l'arrivée de la Gauche au pouvoir, Mitterrand Président, Michel Rocard ministre du Plan, puis de l'Agriculture, voir ses amis et compagnon chargés de responsabilités politiques concrètes, y lire les attentes d'un pays, ressentir l'espoir de la présidentielle de 88 autour de Michel, l'acceptation du renoncement, puis ses trois années de chef du gouvernement. Vivre ainsi sa vie, de femme, de militante, de citoyenne... Et la faire sienne.

Puis vint un jour où dans le 13ème arrondissement de Paris, une voix respectée, Maïté Mathieu, me demanda de m'engager davantage, comme élue rocardienne. Et Tony Dreyfus abonda. Et je l'ai fait. Ce fut un marathon de 13 années, intenses et fortes de mandats locaux, entre 1995 et 2008, avec ses luttes, ses compagnonnages magnifiques et quelquefois bien âpres, aux rapports de force millimétrés. On n'en sort pas indemne, on donne et reçoit plus qu'on ne peut l'imaginer. Je suis heureuse de l'avoir couru avec mon dossard rocardien et je crois avoir servi à pleine voix nos idées et nos valeurs, avec tous les élus et militants qui se réclamaient de Michel Rocard, mais aussi tous les socialistes de Paris, de quelque courant qu'ils soient, et il faut dire que les bastions et les châteaux étaient nombreux. J'ai été ainsi conseillère d'opposition du 13ème arrondissement en 1995, suppléante de Jean Marie Le Guen député de Paris en 1997, conseillère régionale d'Ile de France entre 1998 et 2004, conseillère de Paris et du 13ème entre 2001 et 2008.



Manifestation du 1er mai 2002 contre la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle (Myriam Constantin est au centre sur la photo) - cliché CREAPHIS-CICERO

J'ai eu l'honneur d'être adjointe dans la première municipalité de Bertrand Delanoë, chargée de l'eau et de l'assainissement. Ce furent certainement les années les plus rudes de ma vie, les plus harassantes et les plus marquantes, les plus exaltantes aussi, sans aucun doute, où la réalité des valeurs mais aussi celle des combinaisons incertaines s'affrontent avec fort peu d'amorti. J'ai notamment renégocié les contrats d'eau et préparé, avec la collaboration précieuse et tenace des services de la ville (dure à acquérir mais extrêmement fiable dès la confiance instaurée), leur retour en gestion publique. Je resterai à jamais très proche des personnels de l'eau et de l'assainissement de Paris et de l'Île-de-France, pour qui la mutation des métiers et des appartenances étaient prégnantes à cette époque. Et puis autres temps, autres alliances... En 2008, mon temps d'élue de Paris était passé.

J'ai milité en Haute-Savoie, fait des campagnes, y compris comme candidate, éprouvé quelles détestations et cabales indignes peuvent déchaîner, dans les rangs socialistes même, l'étiquette femme, rocardienne, parisienne, épouse. Laissons cela.

Une autre vie militante, tout aussi rocardienne et en prise avec les projets locaux, a pris place. J'ai eu la passion de travailler quelques années à la gouvernance transfrontalière franco-valdo-genevoise, puis de faire partie et de co-présider le Forum d'agglomération du même nom, sorte de conseil économique et social regroupant 75 organisations, 150 membres issus de la société civile suisse et française, accompagnant les décisions des élus et instances de la grande agglomération transfrontalière sur le lac Léman. Oeuvre utile.

Aujourd'hui je suis potière et céramiste. Donner forme à l'argile m'émeut, et me donne le temps de méditer à la tournure que prennent nos sociétés dans un monde guerrier. Je serai attentive, toujours, à cette formidable énergie que Michel Rocard, les rocardiens, et toutes celles et ceux qu'ils ont inspiré, ont déployée et communiquée autour d'eux, et continuent, sous toutes formes, pour que changent les choses, en mieux !

Nos combats nous suivent, et nous précèdent.

Myriam CONSTANTIN

Ancienne adjointe au maire de Paris, ancienne conseillère régionale d'Île-de-France

Mars 2026

Agenda

Vendredi 26 juin : colloque "L'art du compromis selon Michel Rocard"

En partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et le groupe "Le Monde", l'association MichelRocard.org organise un colloque sur le thème "L'art du compromis selon Michel Rocard", avec des communications de nombreux historiens et chercheurs, sur l'idée de compromis dans l'histoire des gauches en France et en Europe, la mise en oeuvre du compromis par Michel Rocard à l'aune de l'exercice du pouvoir et sur la place du compromis dans les sociétés fragmentées d'aujourd'hui. La conclusion sera assurée par Laurent Berger.



Le programme sera prochainement disponible sur notre site. **Réservez déjà votre date !**

Jeudi 2 juillet : rendez-vous à Monticello

Dans son testament "J'irai dormir en Corse", Michel Rocard nous invitait à venir le voir à Monticello parce que, disait-il, "il faut garder les liens". Dix ans après sa disparition, nous nous retrouverons le 2 juillet au cimetière de Monticello pour témoigner de la vivacité de ces liens.

Le programme de cet hommage sera disponible sur notre site en mai prochain.

Pour ce déplacement, un petit nombre de places réservées par l'association MichelRocard.org reste disponible (vol Paris-Calvi A/R, départ le 1er juillet, retour le 2 en soirée). Si vous êtes intéressé, contactez l'association à contact@michelrocard.org.

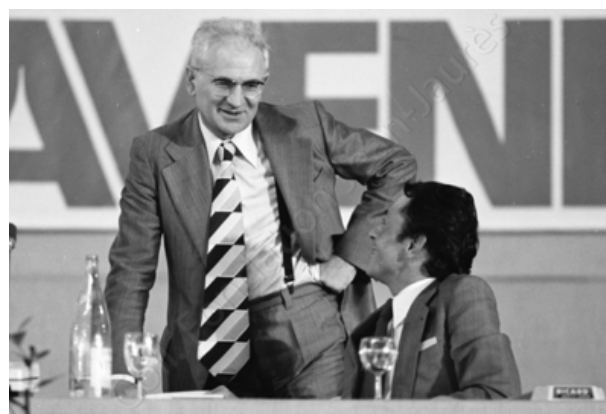
Documents

Jean Poperen et Michel Rocard : les meilleurs ennemis ?

On s'étonnera peut-être de nous voir consacrer un article aux relations entre Jean Poperen et Michel Rocard : contrairement à ce que peut laisser penser ce moment de complicité au congrès de Metz en 1979, les deux hommes se sont longuement et durablement opposés, avant de se retrouver sur le tard.

Leur opposition a été constante au PSU, puis au PS des années 1970. Jean Poperen se veut même d'une certaine façon l'anti-Rocard.

Sociologiquement, tout les oppose. Michel



Rocard est issu de la bourgeoisie protestante parisienne, alors que Jean Poperen vient d'un milieu plus modeste, d'origine ouvrière et

Michel Rocard et Jean Poperen au Congrès de Metz en 1979

d'influence anarchiste. Alors que Rocard a toujours nourri une méfiance à l'égard du communisme, Jean Poperen adhère au PCF dès l'après-guerre, tout comme son frère Claude qui en restera un dirigeant jusqu'à la fin des années 1980. Franc maçon, Jean Poperen est partisan d'une laïcité fermée, alors que Michel Rocard, élevé dans le protestantisme, s'est toujours montré ouvert à un dialogue entre socialistes et chrétiens.

Jean Poperen rompt avec le PCF en 1956, suite au rapport Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, ainsi que l'invasion de la Hongrie par l'armée rouge. Jean Poperen entre alors en dissidence au sein du groupe "Tribune du communisme". C'est alors que Rocard, qui vient lui aussi de faire sécession, mais de la SFIO, et lui se retrouvent au sein du PSU en 1960, rapprochés un court moment par le combat anticolonialiste, contre la guerre d'Algérie. Mais assez rapidement, Michel Rocard et Jean Poperen vont se situer dans deux tendances antagonistes au sein du PSU. Alors que la majorité du PSU, avec Gilles Martinet et des théoriciens comme Serge Mallet et Pierre Belleville, cherche à s'adresser à la "nouvelle classe ouvrière" et aux "couches nouvelles", Jean Poperen se présente comme le porte parole du "courant unitaire de lutte des classes" et n'a pas alors de mots assez durs contre ce "modernisme".

La première rupture se fait en 1967 sur la question de l'autonomie du PSU, défendue par Michel Rocard qui en devient le secrétaire national, alors que Jean Poperen prône le regroupement avec la FGDS, au nom de l'unité de la gauche, et est exclu du PSU après l'avoir qualifié de "secte". Il crée alors un club : l'Union des groupes et clubs socialistes (UGCS), qui intègre la FGDS en 1968. L'UGCS se fond ensuite dans le "nouveau Parti socialiste" au congrès d'Issy-les-Moulineaux en 1969, avec notamment l'UCRG d'Alain Savary, un autre ancien du PSU.



Michel Rocard, Jean Poperen et Charles Hernu au Congrès de Metz en 1979

Au congrès d'Epinay, en 1971, Jean Poperen fait le choix de déposer sa propre motion, qui obtient 12% des voix. Mais il soutient ensuite Alain Savary et Guy Mollet, plutôt que l'alliance Mitterrand-Mauroy-Defferre qu'il juge trop centriste et peu sincère. Les "poperenistes" vont se structurer au cours des années 1970, en déposant régulièrement des motions lors des congrès, comme en 1973 où elle recueille 5 % des voix, mais aussi par leur bulletin *Synthèse-Flash*, dirigé par Colette Audry. Rallié à la motion majoritaire de François Mitterrand au congrès de Pau, Jean Poperen est chargé du secteur propagande-communication. Alors qu'il n'incarne pas

forcément la modernité et la sympathie à l'égard des nouvelles techniques de communication, il va favoriser une profonde modernisation du parti dans ce domaine.

L'opposition entre Michel Rocard et Jean Poperen qui s'était structurée au sein du PSU se prolonge au sein du PS. Les "poperenistes" critiquent vivement les rocardiens qu'ils considèrent comme anti-unitaires et qu'ils qualifient, comme le CERES, de "gauche américaine". Jean Poperen, devenu député du Rhône en 1973, invente même le sobriquet "Rocard'Estaing" pour dénoncer le prétendu centrisme du maire de Conflans-Sainte-Honorine. Cela l'amène à soutenir François Mitterrand contre Michel Rocard au Congrès de Metz. Il est dès lors chargé du secrétariat national à la coordination, poste particulièrement crucial.

Contrairement à Michel Rocard, il n'accède pas au gouvernement en 1981, mais devient le n° 2 du PS, derrière Lionel Jospin. La nature des relations avec Michel Rocard devient donc différente. Paradoxalement, c'est aussi le moment où semble s'esquisser un rapprochement intellectuel, quand à l'occasion du congrès de Valence en 1981, Jean Poperen défend le principe du "compromis social", comme méthode pour concilier la volonté populaire de transformation sociale avec la nécessité de préserver la stabilité économique. En 1987, au congrès de Lille, il fait entendre sa protestation contre le fonctionnement interne du Parti, ce qui lui vaut de perdre son rôle de numéro 2.

Jean Poperen retrouve Michel Rocard comme ministre des relations avec le Parlement de ce dernier en 1988. Michel Rocard s'attribue l'idée de le nommer, ce qui peut étonner, étant donné leur passif. Mais à l'expérience, Jean Poperen va se révéler un homme d'Etat, capable de mettre de côté les différends anciens avec son chef de gouvernement pour consacrer tous ses efforts dans la recherche de "majorités stéréo". Contrairement à beaucoup d'autres, Jean Poperen ne cherche pas à court-circuiter le Premier ministre en s'adressant directement au président de la République. Lors de la Guerre du Golfe, il ne rejoint pas la dissidence de Jean-Pierre Chevènement. Cela ne l'empêche pas de faire entendre sa voix toujours affirmée, notamment sur l'affaire des foulards de Creil où il aurait voulu une position plus ferme, ou encore la politique salariale trop austère selon lui. En 1989, il obtient même le prix de l'humour politique avec une phrase critique à l'égard de la politique "d'ouverture" menée depuis 1988 : "On a tellement ouvert que nos électeurs sont sortis". La bonne entente avec Michel Rocard est aussi rendue possible par le progressif recentrage de Jean Poperen. Incarnation de l'aile gauche du PS pendant longtemps, il théorise dans les années 1980 le "nouveau contrat social" qui doit chercher des compromis en faveur des salariés. Cette approche s'avère plus compatible avec le dialogue social théorisé de longue date par les rocardiens.

Au Congrès de Rennes, il aspire à prendre la direction du parti, incarnant à ses yeux une synthèse possible entre l'aile rocardienne et une aile mitterrandiste en pleine explosion. Mais avec 7,5% il n'est pas en mesure d'y parvenir. Jean-Marc Ayrault, son "dauphin" au sein du courant, prend alors ses distances. Les poperenistes n'arrivent pas non plus à s'entendre avec la Gauche socialiste de Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray, Jean Poperen refusera même une fusion en 1995. Sa bonne relation avec Michel Rocard au sein du gouvernement ne l'empêche pas d'être très critique de la motion majoritaire du congrès de Bourget présentée par Michel Rocard devenu Premier secrétaire du PS – "Refonder" –, qu'il qualifie de "social-libérale" et présente sa propre motion – "Face aux grands défis : une volonté à gauche" – qui obtient 11%. Il soutient ensuite la prise de pouvoir d'Henri Emmanuelli au sein du PS en juillet 1994. Sa mort en 1997 laisse son courant orphelin, qui se dissout peu à peu dans celui d'Henri Emmanuelli. Visiblement ému, Michel Rocard participe à l'hommage qui lui est rendu au siège du PS en septembre 1997. Il signe également un texte touchant dans Le Nouvel Observateur intitulé : "celui qui ne lâchait pas" :

"Jean Poperen est mort. Personne n'est indestructible. Lui pourtant le paraissait. J'ai vu peu d'hommes donner aussi peu l'impression de vieillir. Je l'ai connu au printemps 1960 à l'occasion du congrès du Parti socialiste unifié. Trois dirigeants disaient, chacun pour son organisation, les raisons et les perspectives qui les amenaient à fusionner pour créer ce nouveau parti. Edouard Depreux parla pour le Parti socialiste autonome, Gilles Martinet pour l'Union de la gauche socialiste, et Jean Poperen pour



Tribune du Communisme. Son organisation était la plus petite, peu de gens la connaissaient. Il fut le meilleur et dévoila, ce jour-là, tous les talents qu'il devait confirmer pendant bien des années. Ampleur de l'analyse, courage des propositions, sens des formules, humour aussi, cinglant parfois, tout y était.

Pierre Mauroy, Alain Claeys, Michel Rocard, Jean-Pierre Sueur et Claude Bartolone lors d'un hommage à Jean Poperen au siège du PS en 1997

Nous sommes très vite entrés en relation, et je devins son collaborateur au service de formation du tout jeune parti. Nos routes n'ont cessé de s'entrelacer depuis, soit trente-sept ans. Elles connurent bien des antagonismes, et des retours en alliance et en amitié. Jean avait fait le tour des impuissances de la gauche des années 50, SFIO, PC. C'est même largement pour cela qu'il avait quitté le Parti communiste. Mais son attachement restait indéfectible à l'enracinement populaire de la gauche, à sa culture, aux formes de pensée qu'elle avait façonnées. Complice des rénovateurs multiformes que nous étions tous, il multipliait les mises en garde contre toute audace de pensée, de réflexion, de position qui lui apparaissait devoir compliquer la nécessaire convergence et l'Union. Et cet homme qui, en privé, était vif, gai, charmant, amical, savait se battre et se battait bien. Je l'ai même soupçonné d'aimer cela.

Lorsque le PSU décida de ne pas rallier la Fédération de la Gauche, il choisit le combat interne et le fit sans faiblesse. Mais il ne pouvait gagner. Il rejoignit le Nouveau Parti socialiste avec Alain Savary. Il fut donc l'un des membres fondateurs du Parti socialiste. Après l'avoir initialement combattu, il se rallia à François Mitterrand. Ce dernier s'amusait de notre "hostilité", en fait de la méfiance de Jean à l'endroit de ce que d'autres, plus tard, appelleraient la deuxième gauche.

C'est pourtant moi qui ai proposé à François Mitterrand, qui n'y avait pas songé et en a souri, de faire de Jean Poperen mon ministre des Relations avec le Parlement. Mon intuition était juste. Jean montra là des talents de diplomate et de conciliateur qu'on lui connaissait peu. Il fut un bon ministre. La gauche perd un grand gardien de ses convictions fondatrices qui fut aussi un bon serviteur de sa cause."

 [Hommage de Michel Rocard à Jean Poperen dans Le Nouvel Observateur](#)

 [Programme et inscription à la journée d'études organisée par la Fondation Jean-Jaurès](#)

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Païement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [[EMAIL_TO]], cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org